

Le Bien Commun, clé juridique du monde qui vient ?

Lepage, Corinne ¹ Hatchuel, Armand ² Huglo, Christian ³ Perroud, Thomas ⁴
Laville, Bettina ⁵

¹ Ministère de l'Environnement, France
² Mines Paris - PSL, France
³ Barreau de Paris, France
⁴ Université Panthéon-Assas, France
⁵ Institut d'études de Paris, France

DOI [10.5281/zenodo.8314462](https://doi.org/10.5281/zenodo.8314462)

TO CITE

Lepage, C., Hatchuel, A., Huglo, C., Perroud, T., & Laville, B. (2023). Le Bien Commun, clé juridique du monde qui vient ? In *Proceedings of the Paris Institute for Advanced Study* (Vol. 2). <https://doi.org/10.5281/zenodo.8314462>

PUBLICATION DATE

05/04/2023

ABSTRACT

Le Bien Commun, clé juridique du monde qui vient ? : 2ème rencontre du cycle "Bien(s) commun(s) : voies d'espoir face aux défis du siècle" organisée par Bettina Laville présidente de l'IEA de Paris

L'aspiration à la transformation sociale est aujourd'hui patente. On assiste à de multiples expériences pour décliner l'intérêt général, socle de nos textes républicains, à l'aune de la modernité et de la sobriété. N'est-il pas temps de revisiter la notion d'intérêt général ? La notion de bien commun rend-elle mieux compte des défis de notre époque ? Cette notion s'esquisse dans les projets de lois, dans les déclarations internationales, dans les engagements des entreprises, le bien commun est-il la traduction sociale de l'intérêt général ? Faut-il consacrer le bien commun dans notre droit ?

INSTITUT D'ÉTUDES
AVANCÉES DE PARIS

Le Bien Commun, clé juridique du monde qui vient ?



● Rencontre le 5 avril 2023

Dans le cadre
du cycle «Bien(s) commun(s),
voies d'espoir face aux défis du siècle»

[Le Bien Commun, clé juridique du monde qui vient ?](#)

Bibliography

nationale, A. (2021). *Proposition de loi organique n°4576 pour une protection des biens communs*. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b4576_proposition-loi

nationale, A. (2021). *Proposition de loi n°4590 créant un statut juridique des biens communs*. https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/textes/115b4590_proposition-loi

Deffains, B., Bourgeois-Gironde, S., & Perroud, T. (2022). Communs transnationaux. Introduction. *Revue internationale de droit économique*, t.XXXVI(2), 5–7. <https://doi.org/10.3917/ride.362.0005>

Demonsant, C., Hatchuel, A., Levillain, K., & Segrestin, B. (2021). De la ressource commune au péril commun : repenser nos modèles de l'action climatique. *Revue de l'organisation responsable*, 16(3), 57–67. <https://www.cairn.info/revue-de-l-organisation-responsable-2021-3-page-57.htm>

Hatchuel, A., Levillain, K., Segrestin, B., & Vernac, S. (Eds.). (2020). *Entreprises, Responsabilités et Civilisations. Vers un nouveau cycle du développement durable*. Presses des Mines. <https://www.pressesdesmines.com/produit/entreprises-responsabilites-et-civilisations/>

Hatchuel, A., & Segrestin, B. (2012). *Refonder l'entreprise*, Blanche Segrestin... Le Seuil. <https://www.seuil.com/ouvrage/refonder-l-entreprise-blanche-segrestin/9782021064285>

Huglo, C. (2018). *Le contentieux climatique : une révolution judiciaire mondiale*. Bruylant. <https://www.lgdj.fr/contentieux-climatique-une-revolution-judiciaire-mondiale-9782802761617.html>

Lepage, C., & Huglo, C. (2021). *Livre France - «Nos batailles pour l'environnement, 50 ans de procès, 50 ans de combat» de Corinne Lepage et Christian Huglo*. <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/livre-france/20210529-nos-batailles-pour-l-environnement-50-ans-de-proc%C3%A8s-50-ans-de-combat-de-corinne-lepage-et-christian-huglo>

Lepage, C., & Huglo, C. (2021). *Nos batailles pour l'environnement. 50 procès - 50 ans de combats*. Actes Sud. <https://www.actes-sud.fr/catalogue/sciences-humaines-et-sociales-sciences/nos-batailles-pour-lenvironnement>

Perroud, T. (2020). Service public et communs : entre nationalisation et privatisation. *AOC media - Analyse Opinion Critique*. <https://aoc.media/opinion/2020/06/23/service-public-et-communs-entre-nationalisation-et-privatisation/>

Pineau, J.-Y. (2019). Entretien croisé entre Corinne Lepage et Bruno Latour - «Nous assistons à une révolution du droit international». *DARD/DARD*, 2(2), 74–88. <https://doi.org/10.3917/dard.002.0074>